



Tarbes, le 14 décembre 2009.

Monsieur le Président,

Vous avez convoqué le Comité Technique Paritaire Local le 14 décembre 2009 dont l'ordre du jour porte notamment sur les résultats de l'ORE et la suppression de 2 emplois dans la filière gestion publique.

Cette suppression de 2 emplois se cumulant avec la suppression de 10 emplois dans la filière fiscale n'est pas admissible.

Depuis 10 ans ce sont plus de 90 emplois qui auront été supprimés à la DGFIP dans ce département.

Les postes, services et agents sont confrontés à une multiplication des réformes et des restructurations imposées dans la précipitation, en parallèle avec de nouvelles méthodes de management qui entraînent une dégradation des conditions de travail collectives et individuelles des agents.

Le 16 novembre dernier, M PARINI, directeur général, a de nouveau déployé toute une panoplie d'éloges envers les personnels dont on ne sait s'il faut en rire, en pleurer et plus assurément s'en révolter:

« ...Les résultats, [écrit- il], ce sont les vôtres, les résultats de votre professionnalisme et de votre volontarisme. Dès lors, vous pouvez, tant collectivement qu'individuellement, être légitimement fiers d'honorer ainsi votre engagement pour l'intérêt général et le service de nos concitoyens... »

... avec **2.569 suppressions d'emplois** (1 464 emplois dans la filière fiscale et 1 105 emplois dans la filière gestion publique) et **0,8% d'augmentation du point d'indice pour solde de tout compte, la réponse du Directeur Général est marquée du sceau du mépris envers les personnels.**

Dans notre département, en fidèle serviteur des directives directionnelles, vous n'avez pas hésité à imposer, à marche forcée, la création au 1^{er} janvier 2010 de structures dépourvues des moyens nécessaires à l'exercice des missions fiscales.

Vous avez ainsi décidé d'ignorer les revendications et interpellations des agents qui s'étaient fortement exprimées lors de la journée d'action du 12 novembre dernier et dans la lettre départementale au Directeur Général signée par 270 agents des Hautes Pyrénées.

De manière unilatérale et sans aucune concertation, que ce soit avec les représentants du personnel ou les élu(e)s locaux, vous avez également pris la décision de geler le poste de comptable de Vic en Bigorre.

Vous prenez ainsi la responsabilité de contribuer activement à la détérioration du service public de proximité.

Dans ces conditions il est hors de question que la CGT cautionne par sa présence une telle mascarade de dialogue social.

A l'instar de ce qui se passe dans l'ensemble du réseau, pour les personnels des Hautes Pyrénées la coupe est pleine. Il n'est plus possible de leur demander toujours plus avec toujours moins.

Déjà, des appels à la grève et à l'action se multiplient, dans les Landes, les Bouches du Rhône, les Hauts de Seine, le Maine et Loire, le Finistère, les Centres de Prélèvements Service...

Soyez en convaincu, la CGT des Hautes Pyrénées ne vous laissera pas faire n'importe quoi du réseau et des agents et s'emploiera dans l'unité syndicale à combattre cette politique par tous les moyens.

Les représentants CGT au CTPL des Hautes Pyrénées